



Collectif éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire
Chez FSU-SNUipp
128 Boulevard Blanqui
75013 Paris

à Paris, le 06 juin 2023

à l'attention de Madame Sylvie Retailleau
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
21 Rue Descartes
75231 Paris Cedex 05

Madame,

Le collectif Education contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire a pris connaissance de l'organisation par le CDPC (centre de droit public comparé) de l'université Paris II Panthéon-Assas d'une journée d'études intitulée « La République universelle à l'épreuve de la transidentité » le 22/06/2023.

Outre la formulation du titre, qui pose que les transidentités seraient une « épreuve » pour la République universelle, le collectif déplore l'utilisation de clichés dangereux sur les transidentités pour présenter leur propos.

Selon les rédacteurs et rédactrices, « toute société [oscillerait] entre « le tout nature » et « la volonté toute puissante qui façonnerait ce que nous sommes ». Nous pourrions être « un homme ou une femme; un animal ou une plante; un robot... ». Il faudrait questionner « l'identité citoyenne à l'heure où la fluidité de l'apparence contredit la permanence de l'être ».

A la lecture du programme détaillé des deux journées de "colloque" et au regard des conférenciers prévus nous ne pouvons que nous inquiéter de la violence transphobe voire raciste que pourrait revêtir certaines interventions. Nous pouvons parler de la participation d'un supporter de Viktor Orban, celle d'un chercheur proche de l'extrême droite dont une conférence a déjà été annulée à Science Po en septembre 2022 et qui considère la transidentité comme un obscurantisme et parle de dérive sectaire à son sujet. Nous pouvons encore citer l'intervention du directeur du CERT autour du thème "Identité, idéologie et logique sectaire".

Le Collectif rappelle que l'existence des personnes trans ne saurait être considérée comme un danger pour « l'identité citoyenne ». Au contraire, ce sont les propos transphobes qui les mettent en danger en tant que personnes et en tant que citoyen·nes dont l'existence ne relève ni du caprice, ni de « la volonté toute puissante » qui pourrait les « façonner », ni de « l'apparence ».

Le collectif rappelle qu'en France, c'est la loi qui doit protéger les personnes trans (loi 2012-954 du 6 août 2012). Ce sont les propos discriminatoires et transphobes qui « heurtent de plein fouet » la République universelle. Les récents changements législatifs survenus aux Etats-Unis nous rappellent la fragilité des droits acquis pour les personnes trans, et la tenue de telles journées d'étude, dans les termes choisis, ne peut qu'être dénoncée.

Les droits des personnes trans ne sont pas un sujet de débat, les droits des personnes trans sont des droits humains. C'est pourquoi nous vous demandons, madame, monsieur, de tout mettre en œuvre afin de faire respecter la loi, prévenir les discriminations et donc d'empêcher la tenue des interventions transphobes lors de ces deux jours de réunions au sein de l'Université Paris II Panthéon Assas. Alors que cet établissement d'enseignement supérieur public est actuellement scruté par les élèves qui doivent choisir leur orientation, permettre à des éléments de cette université de tenir des réunions qui contreviennent à la loi et aux valeurs républicaines envoie un signal particulièrement négatif sur l'universalité d'accueil d'une université publique Française.

Contact : Julien Poirier 06 87 16 63 33 collectif_educ_lgbt-request@framalistes.org